

DÉCLARATION DE PROJET

PROJET D'INSTALLATION D'OMBRIERES
PHOTOVOLTAIQUES SUR LE PARKING DE
L'AIRE DES VERITES

LAPALISSE

Présentation du projet et intérêt général
Dossier d'approbation
Conseil Communautaire du 24 septembre 2020

Table des matières

Préambule	P 3
Contexte réglementaire et procédure	P 5
1. Contexte réglementaire	P 5
1.1 La mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet	P 5
1.2 L'évaluation environnementale	P 6
2. La Procédure	P 6
Présentation du projet	P 8
1. Situation géographique	P 8
2. Présentation de l'aire des Vérités	P 11
3. Caractéristiques du projet	P 16
Intérêt général	P 18
Modifications à apporter au PLU	P 19

Préambule

La communauté de communes Pays de Lapalisse est dotée, pour ses 14 communes membres, d'un Plan Local d'Urbanisme Intercommunal (PLUi) approuvé depuis le 18/06/2009 et modifié comme suit : révision simplifiée n°1 et modification n°1 le 22/06/2011, modification simplifiée n°1 le 30/11/2011, mise à jour n°1 le 19/12/2011, révisions simplifiées n°2 à 10 le 03/09/2013 puis le 29/11/2013, modification n°2 et mise à jour n°2 le 03/09/2013, mise à jour n°3 le 06/10/2014, modification simplifiée n°2 le 27/04/2015, modification simplifiée n°3 le 02/06/2016, mise à jour n°4 le 12/10/2017, modification simplifiée n°4 le 24/07/2018 et mise en compatibilité n°1 le 18/12/2018.

Dans le cadre d'un projet d'installation d'ombrières photovoltaïques sur l'ensemble de ses parkings (poids-lourds et véhicules légers), la SAS l'aire des vérités a fait appel à la société Total Quadran qui a déposé une demande de permis de construire, obtenu le 21/02/2020. Ce projet a pour but à la fois d'offrir des espaces ombragés pour les véhicules mais surtout de produire de l'électricité à partir des panneaux photovoltaïques en offrant une puissance de 3,329 MWc.

L'instruction du permis de construire a mis en évidence une erreur de zonage du PLUi sur le parking poids-lourds. En effet, une surface d'environ 4 000 m² se trouve en A (agricole) au lieu de UIA comme le reste du parking et l'ensemble de la zone d'activités dans laquelle est situé le projet d'autant plus qu'il s'agit d'un parking existant. Cette anomalie est apparue comme relevant d'une erreur « matérielle » lors de l'élaboration du PLUi en juin 2009 sachant que le parking a été mis en service en 2010 après des travaux réalisés en 2009 par la Communauté de Communes Pays de Lapalisse. Pour autant, cette anomalie n'est pas apparue comme bloquante dans l'instruction de l'autorisation puisque la zone A autorise, dans son règlement, les installations productrices d'électricité à partir d'énergies renouvelables. Le permis de construire a donc pu être délivré.

De plus, à l'occasion ce permis de construire, l'autorité environnementale a été saisie et a indiqué, dans sa décision n°2019-ARA-KKP-2139, que le projet n'était pas soumis à évaluation environnementale.

Le classement en zone A d'une partie du parking poids-lourds n'a pas présenté d'obstacle à la délivrance du permis de construire même si la zone agricole n'a pas vocation à être occupée par un parking et que manifestement une erreur est ressortie. Cependant, cette zone a présenté un frein au projet sur le plan du rachat d'électricité. En effet, le certificat d'éligibilité pour candidater aux appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie, ne peut pas être délivré puisque le projet ne répond pas au cahier des charges en ayant une partie du projet présente en zone A du PLUi.

Le cahier des charges de l'appel d'offre fixe les conditions d'implantation selon 4 cas :

- cas n° 1 : le terrain d'implantation se situe sur une zone urbanisée ou à urbaniser d'un PLU (zone U ou AU) ou d'un POS ;
- cas n°2 : l'implantation de l'installation remplit les trois conditions suivantes : le terrain se situe en zone naturelle d'un PLU autorisant les installations de production d'énergie renouvelable, et le terrain n'est pas situé en zone humide et le projet n'est pas soumis à autorisation de défrichement ou le terrain n'a pas fait l'objet de défrichement au cours des cinq dernières années ;
- cas n°3 : le terrain d'implantation se situe sur un site dégradé ou prioritaire (définition précise dans le cahier des charges) ;
- cas n°4 : le terrain d'implantation peut se situer en zone agricole seulement dans le cas des hangars agricoles et dans le cas des installations de la famille 2 (installations photovoltaïques innovantes sur bâtiment, hangars agricoles et ombrières de parking, ou installations agrivoltaïques innovantes de puissance strictement supérieure à 100 kWc et inférieure à 3 MWc, pour un volume de 80 MW à chaque période).

Le projet n'entrant pas dans l'un des 4 cas ci-dessus, la société Total Quadran ne peut donc pas obtenir de certificat d'éligibilité et, par conséquent, ne peut pas candidater aux appels d'offre de la commission de régulation de l'énergie. Dans ces conditions, le projet ne peut pas se poursuivre et la solution réside dans la modification du zonage du PLUi afin d'intégrer la totalité du parking en zone UIa.

Ainsi, une procédure de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi est engagée. Cette procédure permettra d'intégrer les environ 4000 m² du parking poids-lourds en zone UIa du PLUi.

Le présent dossier est soumis à enquête publique conformément à la procédure décrite dans le code de l'urbanisme.

Contexte réglementaire et procédure

1. Le contexte réglementaire

1.1 La mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet

Le présent dossier s'inscrit dans le cadre de la procédure de déclaration de projet établi par le code de l'urbanisme.

La déclaration de projet est une procédure permettant de mettre en compatibilité de manière simple et accélérée les documents d'urbanisme avec un projet. L'objet de la procédure est de se prononcer à la fois sur l'intérêt général d'une opération publique ou privée et sur la mise en compatibilité du ou des documents d'urbanisme applicables.

Selon l'article R153-15-2° du Code de l'Urbanisme, la commune ou l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière de plan local d'urbanisme décide, en application de l'article L. 300-6, de se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement ou de la réalisation d'un programme de construction. Le président de l'organe délibérant de l'établissement public ou le maire mène la procédure de mise en compatibilité. L'organe délibérant de l'établissement public de coopération intercommunale ou le conseil municipal adopte la déclaration de projet. La déclaration de projet emporte approbation des nouvelles dispositions du plan local d'urbanisme.

Article L.300-6 du code de l'urbanisme : « L'État et ses établissements publics, les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent, après enquête publique réalisée conformément au chapitre III du titre II du livre Ier du code de l'environnement, se prononcer, par une déclaration de projet, sur l'intérêt général d'une action ou d'une opération d'aménagement au sens du présent livre ou de la réalisation d'un programme de construction. Les articles L.143-44 à L.143-50 et L.153-54 à L.153-59 sont applicables sauf si la déclaration de projet adoptée par l'État, un de ses établissements publics, un département ou une région a pour effet de porter atteinte à l'économie générale du projet d'aménagement et de développement durables du schéma de cohérence territoriale et, en l'absence de schéma de cohérence territoriale, du plan local d'urbanisme ».

Article L.153-54 du code de l'urbanisme : « Une opération faisant l'objet d'une déclaration d'utilité publique, d'une procédure intégrée en application de l'article L. 300-6-1 ou, si une déclaration d'utilité publique n'est pas requise, d'une déclaration de projet, et qui n'est pas compatible avec les dispositions d'un plan local d'urbanisme ne peut intervenir que si :

- 1° L'enquête publique concernant cette opération a porté à la fois sur l'utilité publique ou l'intérêt général de l'opération et sur la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence ;

- 2° Les dispositions proposées pour assurer la mise en compatibilité du plan ont fait l'objet d'un examen conjoint de l'Etat, de l'établissement public de coopération intercommunale compétent ou de la commune et des personnes publiques associées mentionnées aux articles L.132-7 et L.132-9.

Le maire de la ou des communes intéressées par l'opération est invité à participer à cet examen conjoint ».

La notion d'intérêt général constitue une condition sine qua non de mise en œuvre de la mise en compatibilité du PLUi par une déclaration de projet.

La déclaration de projet prise sur le fondement de l'article L.300-6 du code de l'urbanisme s'applique indifféremment aux projets publics ou privés. La notion d'action ou d'opération

d'aménagement doit être entendue au sens de l'article L.300-1 du code de l'urbanisme selon lequel : « Les actions ou opérations d'aménagement ont pour objets de mettre en œuvre un projet urbain, une politique de l'habitat, d'organiser le maintien, l'extension ou l'accueil des activités économiques, de favoriser le développement des loisirs et du tourisme, de réaliser des équipements collectifs ou des locaux de recherche ou d'enseignement supérieur, de lutter contre l'insalubrité et l'habitat indigne ou dangereux, de permettre le renouvellement urbain, de sauvegarder ou de mettre en valeur le patrimoine bâti ou non bâti et les espaces naturels. »

Le champ d'application de cet article L.300-6 est donc très large.

1.2 L'évaluation environnementale

L'article L.300-6 du code de l'urbanisme prévoit que : « lorsque l'action, l'opération d'aménagement ou le programme de construction est susceptible d'avoir des incidences notables sur l'environnement, les dispositions nécessaires pour mettre en compatibilité les documents d'urbanisme ou pour adapter les règlements et servitudes mentionnées au deuxième alinéa font l'objet d'une évaluation environnementale, au sens de la directive 2001/42/CE du Parlement européen et du Conseil du 27 juin 2001 relative à l'évaluation des incidences de certains plans et programmes sur l'environnement. »

Les articles R.104-8 à R.104-14 du même code précisent quant à eux dans quels cas la mise en compatibilité du PLUi par voie de déclaration de projet doit faire l'objet d'une évaluation environnementale, soit de manière systématique, soit après un examen au cas par cas.

Le présent projet de mise en compatibilité a fait l'objet d'une demande d'examen au cas par cas auprès de l'autorité environnementale.

2. La procédure

La procédure est organisée par les articles L.153-54 et suivants et R.153-15 du code de l'urbanisme. Ainsi, les dossiers de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du plan local d'urbanisme font l'objet d'un examen conjoint avec l'État et les personnes publiques associées avant l'enquête publique (article L.153-54 2° du code de l'urbanisme). Un procès-verbal de cette réunion est rédigé. Il est joint au dossier d'enquête publique.

Le projet de mise en compatibilité du PLUi est soumis à enquête publique. L'enquête publique porte à la fois sur l'intérêt général du projet et la mise en compatibilité du plan qui en est la conséquence : il s'agit d'une enquête publique unique.

A l'issue de l'enquête publique, le conseil communautaire est amené à décider de la mise en compatibilité du PLUi, à se prononcer sur l'intérêt général du projet et à adopter la déclaration de projet. Celle-ci emporte approbation des nouvelles dispositions du PLUi.

Procédure menée par le Maire ou le Président de l'EPCI

Réunion d'examen conjoint avec les PPA

Enquête publique 1 mois minimum

Remise du rapport du commissaire enquêteur (1mois)

Modifications éventuelles

Délibération adoptant la déclaration de projet et emportant mise en compatibilité du PLUi

Transmission aux services de la préfecture et mesures de publicité

Contenu de la déclaration de projet :

La déclaration de projet :

- Mentionne l'objet de l'opération ;
- Comporte les motifs et considérations qui justifient son caractère d'intérêt général ;
- Indique la nature et les motifs des principales modifications qui, sans altérer l'économie générale, sont apportées au projet au vu des résultats de l'enquête publique.

Contenu du dossier à mettre à l'enquête publique :

Le dossier comporte :

- Un sous-dossier relatif à la présentation du projet concerné et la démonstration de son caractère d'intérêt général ;
- Un sous-dossier relatif à la mise en compatibilité du PLU.

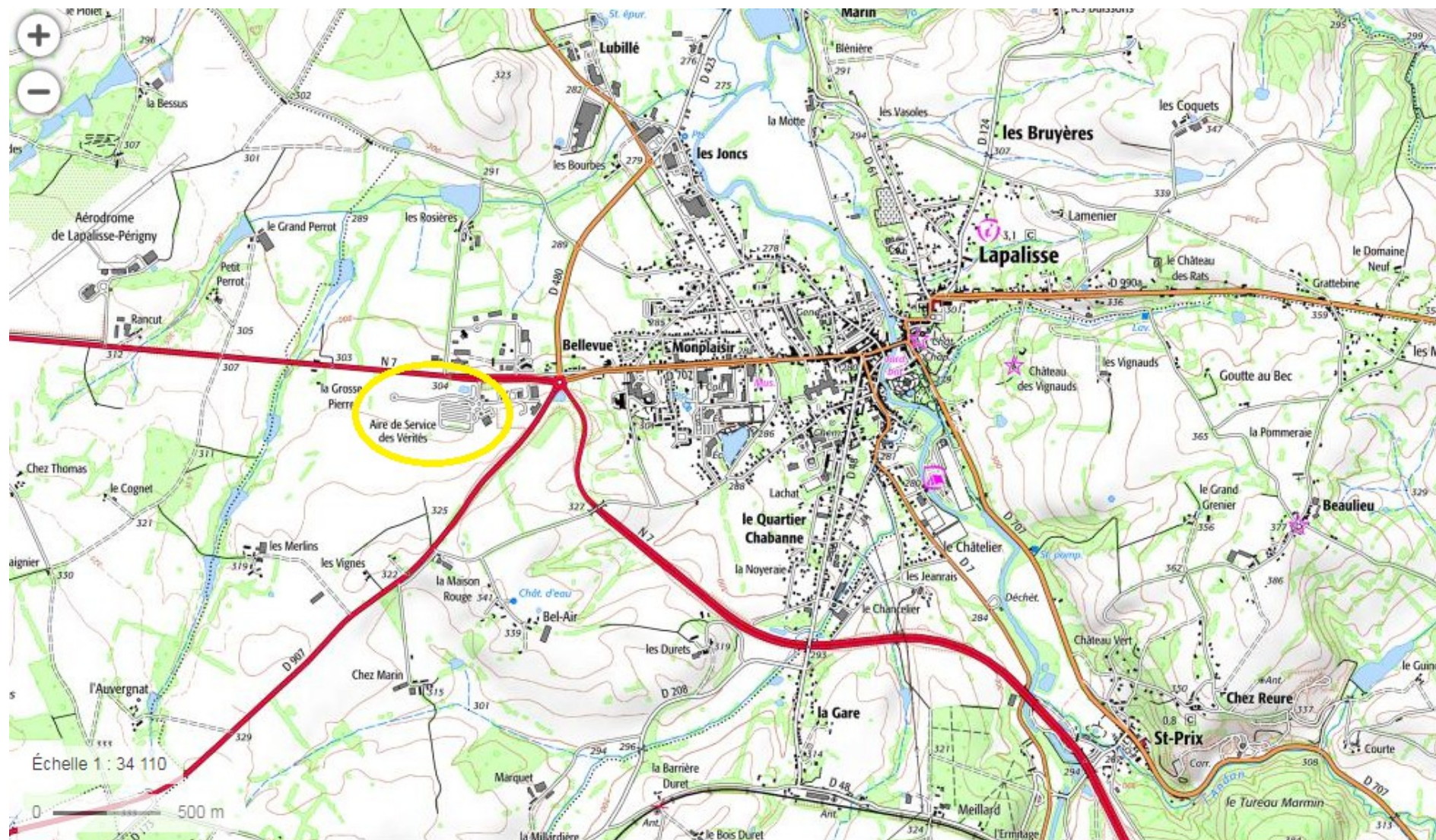
Présentation du Projet

1. Situation géographique

Le projet d'installation d'ombrières photovoltaïques, porté par la société TOTAL QUADRAN est situé sur l'aire des Vérités, dans la zone d'activités des Prés de la Grande route qui se trouve le long de la RN7 à Lapalisse (03120), à l'Ouest de la Commune en direction de Moulins.

La Commune de Lapalisse dépend du Canton de Lapalisse, avec une population recensée de 3 105 habitants en 2016. La commune de Lapalisse fait partie de la Communauté de Communes du Pays de Lapalisse et de l'arrondissement de Vichy.

SITUATION DU PROJET – AIRE DES VERITES – LAPALISSE



Source : ign - geoportail

Le projet porte sur l'unité foncière de l'aire des Vérités.

Les parcelles concernées par le projet sont les suivantes :

Commune	Section	N° Parcelle	Superficie parcelle en m ²
Lapalisse	ZA	47	406 m ²
Lapalisse	ZA	49	8 m ²
Lapalisse	ZA	50	10 m ²
Lapalisse	ZA	52	10 233 m ²
Lapalisse	ZA	83	7 880 m ²
Lapalisse	ZA	84	7 426 m ²
Lapalisse	ZA	87	595 m ²
Lapalisse	ZM	29	11 201 m ²
Surface totale du projet			37 759 m²

Implantation cadastrale du Projet



source : cadastre - dgfip

Vue aérienne



Données cartographiques : © CRAIG, FEDER



Source : géoportail

2. Présentation de l'aire des vérités

L'aire des vérités est une aire de repos située le long de la route nationale 7, comprenant un restaurant, une station de carburant et un parking poids-lourds. Le parking poids-lourds, composé de 160 places, a été réalisé par la Communauté de communes Pays de Lapalisse, mis en service en 2010 puis un contrat de crédit-bail a été signé avec le propriétaire de l'Aire des vérités qui en assure l'exploitation depuis 2018. Afin de faire évoluer cet équipement, la SAS l'Aire des Vérités souhaite implanter des ombrières photovoltaïques sur l'ensemble du parking poids-lourds mais aussi sur le parking véhicules légers d'une capacité de 90 véhicules.

La SAS l'aire des vérités n'étant pour l'heure pas propriétaire du parking poids-lourds (contrat de crédit-bail conclu), la communauté de communes a dû donner son accord pour le développement du projet d'ombrières ce qui a été fait par délibération du conseil communautaire en date du 9 avril 2019 : **pièce annexe n°1**. Ainsi, une convention tripartite valant promesse de bail a été signée entre la Communauté de communes, la SAS l'Aire des Vérités et la société Total Quadran qui construira et exploitera cette centrale.

Délimitation du parking poids-lourds et véhicules légers



Données cartographiques : © CRAIG, FEDER



Source : géoportail

Vue sur le restaurant l'Aire des Vérités depuis le rond-point d'entrée de la zone d'activités et vue sur la station service et le parking véhicules légers



Date de l'image : août 2019 © 2020 Google France Conditions Signaler un problème

Source : google street view

Vue sur le parking poids-lourds depuis le rond-point d'entrée de la zone d'activités



Source : google street view

Vue d'ensemble depuis l'entrée de la zone d'activités



Source : google street view

3. Caractéristiques du projet

Le projet consiste en l'installation d'ombrières photovoltaïques en protection solaire sur les aires de stationnement du parking véhicules légers et sur le parking poids-lourds attenant au site de l'aire de service des vérités sur la commune de Lapalisse (03).

Il s'agit d'un complexe de couverture métallique à une seule pente intégrant un ensemble de panneaux photovoltaïques portés par une charpente métallique sur mâts. Elles sont destinées à couvrir les places de stationnement de véhicule lourds et légers pour apporter de l'ombre et les protéger des intempéries.

Les ombrières situées sur le parking poids-lourds sont réparties en 6 rangées disposées parallèlement les unes des autres.

Les ombrières situées sur le parking véhicules légers sont réparties en 6 rangées dont 5 sont disposées parallèlement les unes des autres suivant un axe Sud-Est/Nord-Ouest, la dernière travée est perpendiculaire aux précédentes.

Les 12 rangées sont disposées pour maximiser la production d'énergie photovoltaïque tout en maintenant l'organisation actuelle du parking.

Les ombrières sont conçues sous forme de modules dont les éléments de support sont régulièrement répartis toutes les 4 places de stationnement. L'ensemble permet de constituer une couverture continue afin de protéger l'ensemble du parking.

Pour permettre la transformation du courant continu de la centrale solaire en courant alternatif, il est nécessaire de construire un local technique : un poste de transformation et de livraison (PTR+PDL) avec une surface au sol de 16.25 m², il est situé au centre de l'unité foncière.

Ce local sera réalisé à partir d'une structure préfabriquée, il sert de lien entre le réseau électrique de l'installation photovoltaïque et celui du réseau public.

L'ensemble des cheminements électriques depuis les pieds de mât jusqu'aux postes de livraison et de transmission sera réalisé en souterrain.

A noter qu'au sein même de l'ombrière, les cheminements électriques sont prévus dans les bras de soutien et les mâts, qui sont des éléments creux. Ainsi, aucun câble électrique ne sera apparent.

La hauteur libre à l'égout des ombrières sera de 5 mètres. La hauteur maximale des constructions sera inférieure à 11 mètres.

Le projet ne crée pas de surface imperméabilisée complémentaire. En ce sens, puisque les EP sont collectées en pieds de mât, il n'y aura pas de modification du régime d'écoulement des EP existantes.

L'emprise au sol des ombrières est de 16546 m², et la production énergétique des installations totalise une puissance de 3 329,055 kWc.

IDENTIFICATION OMBRIERES POIDS LOURDS						
Ombrière N°	1	2	3	4	5	6
CALEPINAGE						
Nombre de panneaux en longueur	60	63	60	60	65	30
Nombre de panneaux en largeur	18	31	18	18	18	18
Total Panneaux Photovoltaïques	1080	1953	1080	1080	1170	540
Puissance	469800 Wc	849555 Wc	469800 Wc	469800 Wc	508950 Wc	234900 Wc
SURFACES						
Hauteur Point bas	5,0 m	5,0 m	5,0 m	5,0 m	5,0 m	5,0 m
Hauteur Point haut	8,27m	10,63m	8,27m	8,27m	8,27m	8,27m
Longueur	124,91m	131,15m	124,91m	124,91m	135,32m	62,45m
Largeur	18,83m	32,43m	18,83m	18,83m	18,83m	18,83m
Largeur projetée	18,54m	31,93m	18,54m	18,54m	18,54m	18,54m
SURFACES						
Surface ombrière	2351,7 m ²	4252,7 m ²	2351,7 m ²	2351,7 m ²	2547,7 m ²	1175,7 m ²
Surface captation	2335,0 m ²	4222,5 m ²	2335,0 m ²	2335,0 m ²	2529,6 m ²	1167,5 m ²
Productible (heure d'ensoleillement/an)	1168	1161	1109	1142	1142	1134
Production (en Wh/an)	548786	986439	520882	536622	581340	266412

IDENTIFICATION OMBRIERES VEHICULES LEGERES						
Ombrière N°	7	8	9	10	11	12
CALEPINAGE						
Nombre de panneaux en longueur	17	14	24	8	8	16
Nombre de panneaux en largeur	6	12	6	12	6	12
Total Panneaux Photovoltaïques	102	168	144	96	48	192
Puissance	44370 Wc	73080 Wc	62640 Wc	41760 Wc	20880 Wc	83520 Wc
SURFACES						
Hauteur Point bas	3,5 m	3,5 m	3,5 m	3,5 m	3,5 m	3,5 m
Hauteur Point haut	4,59 m	5,68 m	4,59 m	5,68 m	4,59 m	5,68 m
Longueur	35,38 m	29,13 m	49,95 m	16,64 m	16,64 m	33,20 m
Largeur	6,28 m	12,55 m	6,28 m	12,55 m	6,28 m	12,55 m
Largeur projetée	6,18 m	12,36 m	6,18 m	12,36 m	6,18 m	12,36 m
SURFACES						
Surface ombrière	222,0 m ²	365,7 m ²	313,5 m ²	208,8 m ²	104,5 m ²	417,9 m ²
Surface captation	220,5 m ²	363,2 m ²	311,3 m ²	207,6 m ²	103,8 m ²	415,1 m ²
Productible	1122	1122	1122	1122	1122	1122
Production	49782	81994	70280	46854	23427	93707

Données issues de la demande de permis de construire déposée par la société Total Quadran

Le plan de masse détaillé, le plan en coupe, des prises de vue photographiques ainsi que l'insertion du projet sont présents en annexes 2, 3, 4 et 5. Ces documents sont extraits du dossier de permis de construire obtenu le 21/02/2020.

Intérêt Général du Projet

Le présent dossier de déclaration de projet emportant mise en compatibilité du PLUi a pour objet à la fois de rectifier une erreur de zonage qui a eu lieu lors de l'élaboration du PLUi approuvé en 2009 et de permettre le développement d'une installation d'intérêt général.

Les ombrières photovoltaïques participent au service public de l'électricité. Elles concourent à l'objectif national d'accroissement des moyens de production d'électricité à partir d'une énergie renouvelable non polluante et contribuent à augmenter la part du solaire dans le « mix » énergétique français. Ce projet s'inscrit donc dans le respect des engagements nationaux et internationaux vis à vis de la réduction des émissions de CO₂.

Le projet, d'une puissance de 3,329 MWc, produira plus de 3 807 kWh/an, soit l'équivalent de la consommation électrique hors chauffage annuelle d'environ 3 100 personnes.

Ce projet participe donc, dans sa globalité, à l'objectif d'accroissement des moyens de production d'électricité à partir d'une énergie renouvelable non polluante et contribue à augmenter la part du solaire photovoltaïque dans le « mix » énergétique français. De plus, ce projet permet de rapprocher la source de production électrique des consommateurs.

La Communauté de communes est par ailleurs engagée, de manière volontaire, dans une démarche d'élaboration d'un plan climat-air-énergie territorial (en cours) dans lequel ce projet est mis en avant. Elle a fait le choix de s'inscrire dans une démarche de développement durable, cette installation lui permet d'affirmer sa volonté de préserver l'environnement et le cadre de vie de ses habitants. Le développement de la production d'énergie solaire sur le territoire est un axe majeur afin d'atteindre les objectifs à l'horizon 2050 en terme de production d'énergie renouvelable et ainsi tendre vers l'autonomie énergétique. Cet objectif est atteignable grâce à l'équipement des toitures des habitations mais aussi grâce à des projets de plus grande ampleur comme celui-ci.

Le site présente, de plus, l'avantage d'être déjà occupé par un équipement (places de stationnement) qui seront aménagées pour le confort des usagers (ombre) tout en produisant une énergie renouvelable. Le projet ne conduira à aucune nouvelle imperméabilisation du sol et s'intégrera au mieux dans un paysage de zone industrielle.

Modifications à apporter au PLUi

Seul le plan de zonage est à modifier ainsi que le tableau de surface des zones, en conséquence.

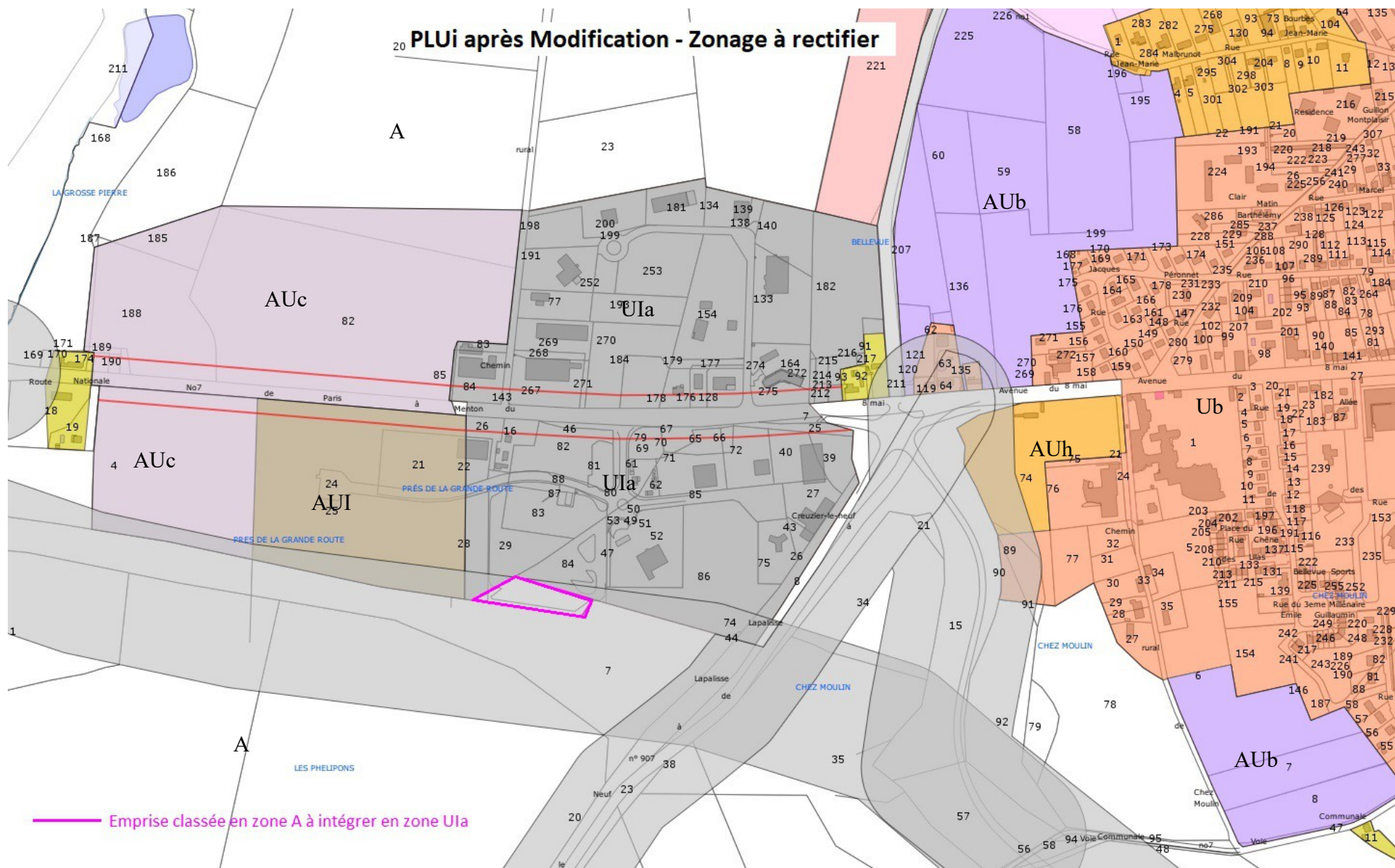
Le PADD n'est pas remis en cause. En effet, il prescrit 3 notions qui répondent au présent projet :

- maintenir et développer les entreprises locales : les ombrières vont contribuer au développement et à la modernisation des aires de stationnement de l'aire des vérités;
- poursuivre l'aménagement des zones d'activités communautaires : les ombrières contribuent à la poursuite de l'aménagement de la zone d'activité communautaire des Prés de la Grande Route;
- promouvoir et inciter les développements possibles issus des technologies liées au développement durable : les ombrières photovoltaïques sont des équipements de production d'énergie renouvelable.

La modification consiste à intégrer environ 4 000 m² des parcelles cadastrées ZM 29 et ZM 28 en zone UIa comme le reste de l'emprise de la zone d'activités afin de supprimer cette petite emprise restée classée en zone A sans raison.

La zone UIa et une zone UI : zone équipée destinée aux activités artisanales, industrielles et commerciales. L'indice "a" indique les zones industrielles le long de la RN7 sur la commune de Lapalisse.

Les plans ci-après montrent la partie du zonage du PLUi à modifier avec une vue aérienne situant cette emprise afin de démontrer qu'il s'agit bien d'une partie du parking poids-lourd actuel sur lequel porte le projet d'installation d'ombrières. Les plans de zonage avant et après modification sont présents en annexe 6 et 7.



Vue aérienne de la partie de zone du PLUi à intégrer en Ula



Les informations contenues sur les cartes ne sont pas contractuelles, elles ne peuvent en aucun cas engager la responsabilité de la collectivité.

TABLEAUX DES SURFACES EXPRIMÉES EN HECTARES

Sont mentionnées en gras, italique et souligné, les surfaces modifiées

	Andelaroche	Barrais Bussolles	Bert	Billezois	Droiturier	Isserpent
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface
A	1572,56	1662,44	1598,56	1477,18	1563,16	2088,9
AUa				0,33	0,17	
AUb			1,04	5,36	1,62	2,61
AUc					1,15	
AUI				2,24		1,22
Nf	318,58	756,93	480,79	221,16	572,32	412,38
Nha	23,39	20,45	25,91	13,28	31,66	36,44
Ni	94,71	87,65	82,79			58,23
Np	4,73		205,8		0,56	
Nsl				1		
Nc	1,92					
UA						
UB			2,26	2,03	3,77	3,62
UC			3,63	8,3	4,63	5,89
Uh	6,15	6,7	5,72	31,12	23,79	17,45
UI			3,46		4,17	3,87
Ut	5		2,03			
Total	2028,00	2534,00	2415,00	1762,00	2207,00	2631,00

	Lapalisse	Le Breuil	Périgny	Saint Christophe	Saint Etienne de Vicq
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface
A	<u>2070,04</u>	3235,83	2355,82	1971,14	1518,82
AUa		1,28		0,87	1,17
AUb	31,79	0		2,39	
AUc	42,38	1,84		0,94	0,99
AUI	24,87				
Auh	2,63				
Nf	263,53	81,38	145,75	346,23	329,74
Nha	25,38	33,63	40,57	28,35	22,53
Ni	164,37	172,7			
Np	295,92		15,26	19,58	
Nsl	3,24	1,5	0,92	1,97	1,62
Nm	21,14				
UA	34,16				
UB	104,14	4,55			2,15
UC	87,06	15,98	7,58		8,02
Uh	36,95	24,93	16,84	27,22	35,95
UI	<u>61,83</u>		82,48		
Ut		0,38	0,78	1,31	
Total	3301,00	3574,00	2666,00	2400,00	1921,00

	Saint Pierre Laval	Saint Prix	Servilly	Total	Variation	Variation
Zonage	Surface	Surface	Surface	Surface	Surface	%
A	1553,2	1446,01	1075,37	<u>25188,23</u>	↓ 0,04	- 0.0016
AUa	0,44	0,53		3,51		
AUb	1,42	3,72	1,50	54,25		
AUc	3,78	1,18		52,25		
AUI	3,98	29,84		62,31		
Auh				2,63		
Nf	674,90	343,42	55,19	5001,6		
Nha	30,98	31,24	18,96	382,82		
Ni	102,07	142,50	38,65	942,92		
Np				543,31		
Nsl	0,16	7,59	6,01	24,02		
Nc		20,74		20,74		
UA				34,16		
UB	2,62		2,42	127,29		
UC	10,79	21,27	2,22	175,73		
Uh	11,40	41,70	12,78	299,07		
UI	1,13	0,39		<u>157,17</u>	↑ 0,04	+ 0,25
Ut	2,20	6,46		18,16		
Total	2400,00	2097,00	1213,00	33149		

Le tableau des surfaces est modifié pour les deux zones impactées par la mise en compatibilité afin de classer une partie des parcelles cadastrées ZM 29 et ZM 28 en zone UIa à la place de la zone A. La surface à classer en zone UIa est de 0,4ha : la zone A diminue de 0,0016% et la zone UIa augmente de 0,25%.